



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

PIERRE DAUCÉ, *Agriculture et monde agricole*.

Paris, la Documentation française, 2003, 160 p.

Conformément à l'esprit de la collection, et comme le rappelle l'auteur en introduction, « *cet ouvrage (...) ambitionne, sans prétentions démesurées, de mettre à la disposition d'un public suffisamment large les données chiffrées, les informations, les analyses qui lui permettent d'asseoir aussi objectivement que possible, ses propres opinions, voire ses propres propositions d'action* ».

Bien qu'il ait une longue carrière de chercheur derrière lui, c'est donc un travail d'enseignant et de vulgarisateur que nous livre ici Pierre Daucé, pour mettre à la disposition du plus grand nombre les informations et les analyses familières à l'univers restreint des économistes ruraux. Que les chercheurs et les lecteurs habituels des *Cahiers d'économie et sociologie rurales* ne s'étonnent donc pas de retrouver dans cet ouvrage, qui ne leur est pas prioritairement destiné, des choses qu'ils connaissent déjà bien ou qu'ils croient déjà bien connaître. Ils pourront en revanche utilement en conseiller la lecture aux étudiants économistes ignorants des questions agricoles qui peuvent être amenés à travailler avec eux, pour leur permettre une première approche, solide, des questions d'économie et de politique agricole dans un pays comme la France. Est-il besoin de le rappeler, ce travail de vulgarisation est indispensable. Le caractère « évident » du résultat pour le spécialiste ne doit pas masquer la difficulté de l'exercice : rendre accessible, dans des termes qui restent précis et rigoureux, la compréhension d'une situation sectorielle complexe, finalement assez mal connue hors des sphères spécialisées, y compris au sein des économistes non agricoles.

Pour présenter l'agriculture et le monde agricole, l'auteur adopte une démarche analytique très classique (peut-être trop), abordant successivement la présentation générale du secteur (l'agriculture dans l'économie nationale, chapitre 1), l'état et la dynamique des structures socio-économiques de production (organisation institutionnelle du secteur, chapitre 2 ; la dynamique des structures et des systèmes de production, chapitre 3), puis les performances économiques qui en résultent : en termes de prix et de satisfaction de la demande (chapitre 4) ; en termes de revenu et de conditions de vie (chapitre 5). Cet état des lieux et les questions qu'il suscite conduisent naturellement à un chapitre final de synthèse consacré aux enjeux actuels et à venir de l'agriculture française. Comme annoncé en introduction, cette démarche analytique s'appuie sur un apport important d'éléments factuels permettant de mettre à la disposition du lecteur les données chiffrées et les informations indispensables pour étayer son raisonnement et asseoir aussi objectivement que possible son opinion. Mais, et c'est là certainement la principale critique que nous pouvons faire à l'ouvrage, ces éléments ne sont pas mobilisés pour produire une analyse explicite de la situation du secteur agricole et des questions contemporaines qui s'y posent, encore moins pour montrer comment cette réalité « objective » peut conduire à des analyses contradictoires, pouvant déboucher sur des prescriptions de politique agricole très contrastées. Par exemple au chapitre 1, on souligne le paradoxe entre l'expansion de la production (physique) et le déclin du poids de l'agriculture dans le PIB et de la population active agricole. On rappelle simultanément que l'agriculture fait l'objet d'un effort financier substantiel des pouvoirs publics (chapitre 2), bien

que l'on constate un effort important de modernisation, de spécialisation et d'amélioration de la productivité du travail (chapitre 3). Ce n'est qu'au chapitre 4 qu'apparaît l'élément essentiel permettant de relier tous ces phénomènes dans une analyse économique cohérente : l'évolution des prix<sup>1</sup>. Or, l'analyse de l'évolution comparée de la productivité physique, des prix et des aides publiques pose une question fondamentale de politique agricole, celle de la répartition des bénéfices des gains de productivité et des soutiens publics entre les différents opérateurs des filières alimentaires, d'une part, et au sein de l'agriculture entre les différentes catégories d'agriculteurs, d'autre part. Faute d'une mobilisation des données analytiques dans un cadre d'analyse économique plus global, on laisse de côté un débat important (mais il est vrai assez conflictuel) qui consiste à identifier les gagnants et les perdants de la politique de redistribution résultant directement ou indirectement des évolutions en cours et des politiques qui les ont accompagnées.

Plutôt que de donner au lecteur les analyses, y compris contradictoires, qui lui permettent d'asseoir ses propres opinions (cf introduction), il s'agit ici d'instiller, à l'occasion de l'apport des différents éléments d'information factuels, des éléments d'une analyse exogène, préétablie mais peu discutée, à savoir celle des grandes institutions comme la Commission européenne ou l'OMC, qui a certes l'avantage d'être la plus diffusée, sinon la mieux partagée, mais qui rencontre aussi un certain nombre de critiques dont aucune trace n'apparaît dans l'ouvrage. Par exemple, pages 150 et 151, il est dit qu'« *il apparaît clairement que le niveau des prix à l'intérieur de l'UE demeure trop élevé, pour que, compte tenu des engagements internationaux de l'Union, celle-ci puisse tirer parti de l'expansion du marché mondial* » ou encore qu'« *il est apparu, aux yeux de la Commission européenne, (...) nécessaire d'engager bien plus qu'un simple toilettage. C'est pourquoi, elle a proposé début 2003 une révision significative des dispositifs en vigueur* ». Or, ce qui apparaît « clairement » à l'auteur ou à la Commission n'est pas nécessairement clair pour tout le monde. Qu'en est-il de l'expansion du marché mondial ? Des marchés de quels produits s'agit-il ? Pour un pays comme la France, le marché communautaire fait-il ou non partie intégrante du marché mondial ? Sous réserve de ces précisions, quel parti l'Europe peut-elle espérer tirer de l'expansion du marché mondial ? N'a-t-elle pas meilleur parti à tirer de l'expansion - notamment en terme qualitatif et de valeur ajoutée - de son marché domestique ? De la même manière, comment expliquer que l'accord de Berlin, qui devait durer jusqu'en 2007, exige brutalement une révision « significative » deux ans après sa signature ? Quels sont les événements majeurs imprévus et survenus depuis qui justifient cette exigence ? Certainement pas l'élargissement, ni la négociation à l'OMC, déjà à l'ordre du jour en 1999.

Faute d'une clarification du débat politique (largement ouvert dans la période récente, suite à l'essoufflement du modèle technique et social d'orga-

<sup>1</sup> On notera au passage une incertitude sur l'indice d'étalonnage des ordonnées dans le graphe de la page 111, qui concerne vraisemblablement l'indice des prix courants. Lorsque l'on raisonne en prix constant, en comparant avec l'évolution des prix alimentaires ou le niveau général des prix, on obtient une représentation sensiblement différente du mouvement des prix agricoles à la production, en baisse rapide et continue depuis 1960 (indice 36 en 2001 pour les prix agricoles à la production et indice 105 pour les prix alimentaires à la consommation pour une base 100 en 1960.)

nisation de la production et des échanges), les orientations de la politique agricole n'apparaissent plus comme un choix conscient entre plusieurs politiques possibles, mais comme un simple accompagnement du cours inéluctable d'un ordre économique « naturel », celui du nécessaire découplage des aides, de l'incontournable dérégulation des échanges alimentaires internationaux et de l'inexorable baisse des prix agricoles.

Même en y incluant les aides publiques directes, la valeur ajoutée de l'agriculture française mesurée en euros constants diminue chaque année en valeur absolue. Chaque année, l'agriculture produit un peu moins de richesse que l'année précédente. Dans ces conditions, il est impératif, pour que les revenus agricoles évoluent en moyenne de la même manière que les autres revenus, de réduire encore plus rapidement le nombre des actifs agricoles, et donc de poursuivre le mouvement séculaire de substitution du capital au travail, d'industrialisation, de spécialisation et d'artificialisation de la production. N'est-ce pas dès lors illusoire, dans un tel contexte, d'espérer promouvoir, comme le fait l'auteur, une agriculture de service multifonctionnelle orientée vers la sécurité, la qualité et la protection de l'environnement, une agriculture plus soucieuse d'éthique aussi, respectant le bien-être animal et une certaine équité du commerce ? Car s'il est un domaine où les gains de productivité ne sont pas nécessairement aisés à mettre en œuvre, c'est bien celui des services, et encore plus celui de l'éthique.

Toutes ces questions paraissent trop importantes pour ne pas être développées, même de manière succincte, y compris dans un ouvrage de vulgarisation comme celui-ci. En dépit de sa qualité et de son utilité, l'ouvrage de Pierre Daucé ne me satisfait donc pas pleinement. Il lui manque un chapitre essentiel, dressant un état des lieux circonstancié des débats contradictoires que suscite aujourd'hui l'analyse des évolutions qu'il a décrites et les politiques à mettre en œuvre pour en corriger les trajectoires. Espérons donc que l'ouvrage se vendra bien et qu'ainsi notre vœu puisse être exaucé dans une prochaine réédition.

*Jean-Christophe KROLL*

ENESAD, Dijon